



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 3 juin 2025

Nos réf. : SHM/ET/MI n° 25 - 141

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OP MOBILITY (Ex PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur)

Z.I. Les Franchises

52200 LANGRES

Code AIOT : 0005702394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 mars 2025 dans l'établissement OP MOBILITY (Ex PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur) implanté Z.I. Les Franchises - 52200 LANGRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif de faire un point sur les actions en cours en application de l'Arrêté préfectoral n° 52-2024-02-00032 du 6 février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OP MOBILITY (Ex PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur)
- Z.I. Les Franchises - 52200 LANGRES
- Code AIOT : 0005702394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement OP MOBILITY (Ex PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur) est spécialisé dans la production de pare-chocs automobiles. Au sein du site de LANGRES, qui occupe une surface d'environ 11 000 m², environ 4 000 pare-chocs sont produits par jour, pour approvisionner les sites du groupe PSA à SOCHAUX et MULHOUSE.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Émissions annuelles	Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 2	Sans objet
2	Campagne de mesure et screening	Arrêté Préfectoral du 11/06/2024, article 2	Sans objet
3	Étude des sols	Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 4	Sans objet
4	Surveillance de la qualité des sols	Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 5	Sans objet
5	Étude des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les composés organiques volatils (COV), le suivi renforcé a été mis en place et le retour à la conformité a été confirmé après la mise en place d'actions correctives.

Les travaux relatifs aux sols et aux eaux souterraines ont été engagés, mais ils ne sont pas encore achevés en raison notamment de la nécessité de mettre en place de nouveaux sondages avant de conclure avec le plan de gestion. La mise en demeure devrait pouvoir être levée vers fin mai, suite à la réalisation des dernières investigations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 2			
Thème(s) : Risques chroniques			
Prescription contrôlée : La société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR respecte, pour les émissions totales annuelles, les valeurs limites d'émissions suivantes :			
Paramètre	Procédé	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	Revêtement de surfaces en matière plastique	kg de COV par kg d'extraits secs utilisés	0,3
Elle peut choisir, en lieu et place des émissions totales annuelles, de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduaux précisées ci dessous :			
- pour les émissions diffuses de COV :			
Paramètre	Unité	VLE (Moyenne annuelle)	
Émissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	10	
- émissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants organiques			
Paramètre	Unité	VLE (Moyenne annuelle)	
COVT	mg C/N m ³	20	
Constats : Pour le suivi de ses émissions totales annuelles, l'exploitant a choisi la seconde option : celle du respect simultané de moins de 10 % de diffus et une moyenne annuelle de 20 mg C/N m ³ . Le plan de gestion des solvants transmis postérieurement à la visite indique un pourcentage de 4,5 de diffus (pour 10 autorisés) et le dernier relevé des émissions atmosphériques, daté du 11 mars 2025 montre une conformité pour les émissions de COVT avec 12,8 pour une limite à 20 mg C/N m ³ .			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Campagne de mesure et screening

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 3 modifié par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2024
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pendant 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté, la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR réalise à sa charge, une mesure trimestrielle représentative de l'activité du moment sur le paramètre COVT sur l'ensemble des émissaires et de son établissement, à savoir : l'oxydateur thermique, le poste de flammage, la distillation, la broierie et la chaudière.</p> <p>À l'issue de cette campagne de mesure, l'exploitant transmet un rapport de synthèse permettant d'apprécier la représentativité d'une mesure annuelle par rapport aux mesures obtenues pendant la période, accompagné des éléments permettant de renseigner l'incertitude sur la mesure.</p> <p>Au cours de la première campagne de mesures, l'exploitant réalise un screening afin d'identifier l'ensemble des composés organiques volatils consommés et rejetés sur le site, en particulier ceux comportant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F, et les substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351. Les résultats seront joints au rapport évoqué précédemment.</p>
<p>Constats :</p> <p>La campagne de mesure a été mise en place avec des mesures faites en août et novembre 2024 puis février 2025. Le rapport de synthèse n'a pas encore été finalisé. Un tableau résumant les mesures a cependant été présenté lors de la visite. Ils montrent un dépassement sur l'incinérateur aval en novembre. Après recherche, une perte d'étanchéité a été détectée et corrigée avec un retour à la conformité en février 2025. Mais le retour à la conformité sur ce paramètre a déclenché une non-conformité sur le paramètre CO qui depuis lors était en dépassement (109 et 116 au lieu de 100 mg/Nm³). L'exploitant a dû mettre en place des réglages empiriques des registres d'admission d'air pour arriver à un retour à la conformité sur ce paramètre. Postérieurement à la visite, il a envoyé le 4 avril 2025 un relevé datant du 11 mars et montrant un retour à la conformité sur les paramètres en sortie d'incinérateur (12,8 pour les COVT et 22, 9 pour le CO) pour un débit sec conforme de 16 300 Nm³/h pour un maximum autorisé de 21 000 (Rapport VERITAS 374921447.1.R du 11 mars 2025).</p> <p>Au sujet du screening des CMR, le rapport de la visite d'inspection du 14 mai 2024 a conclu qu'il était erroné de considérer que l'exploitant utilisait des substances CMR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Étude des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Afin de circonscrire les zones polluées de son site, la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR réalise dans un délai de 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté les nouveaux sondages préconisés dans le rapport de base précité. Ces sondages comprennent a minima : - 4 sondages supplémentaires au niveau de la déchetterie, - 4 sondages supplémentaires autour du magasin peintures, - 3 sondages supplémentaires autour des quais. Dans ce même délai, la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR transmet à l'inspection des installations classées le résultat de ces investigations ainsi qu'un plan de gestion visant le traitement des pollutions identifiées, en application de la méthodologie des sites et sols pollués du 09 avril 2017.
Constats : L'exploitant a fait réaliser 11 sondages complémentaires jusqu'à 2 mètres de profondeur et 3 piézomètres complémentaires (PZ3 à PZ5) en vue de la caractérisation de l'état des milieux et de la rédaction d'un plan de gestion. Les résultats indiquent : <ul style="list-style-type: none">• des concentrations en métaux supérieures au bruit de fond national dans les remblais de l'ensemble site (arsenic, cuivre, plomb, nickel, zinc) de manière diffuse. Les valeurs relevées dans la zone de la déchetterie sont plus faibles que lors des précédentes investigations (notamment pour le cuivre),• un impact localisé en hydrocarbures C10-C40 dans les sols au droit des quais de chargement (S7),• des COHV observés au droit des quais de chargement (TCE et PCE principalement),• un impact en BTEX, principalement en xylènes, au droit du magasin de peinture. Concernant les eaux souterraines, <ul style="list-style-type: none">• le sens d'écoulement des eaux souterraines est orienté vers le nord-ouest,• aucun impact en métaux n'a été détecté dans les eaux souterraines.• PZ3 : impact modéré en COHV en aval hydraulique supposé avec des concentrations supérieures aux valeurs de comparaison en cis/trans-DCE et CV. Le chlorure de vinyle est probablement issu de la dégradation des DCE et du TCE présents dans les sols sur la zone.• PZ2, PZ4 et PZ5 : absence d'impact dans les ouvrages. En conclusion, le rapport préconise : <ul style="list-style-type: none">• Métaux : présence d'une source diffuse sans transfert vers les eaux souterraines ; pas d'action de dépollution recommandée,• Hydrocarbures C10-C40 : impact localisé en S7 de l'ordre de 2000 mg/kg ; pas d'action de dépollution recommandée ,• la réalisation d'investigations complémentaires dans la zone des quais de chargement et dans la zone du magasin de peinture,• la réalisation de mesures de gaz du sol et d'air ambiant dans les bâtiments adjacents afin d'évaluer les potentiels risques sanitaires,• l'installation d'un piézomètre complémentaire en aval du magasin peinture et une surveillance trimestrielle de la qualité des eaux souterraines sur les piézomètres du site.• la poursuite des investigations avec :<ul style="list-style-type: none">◦ une analyse des gaz de sols avec 30 forages et 8 vapor pins,◦ des prélèvements sur l'air ambiant dans le bâtiment principal,◦ des prélèvements de sols durant le forage du piézomètre et dans les déblais de forage◦ l'installation d'un piézomètre en aval du magasin peinture et un prélèvement des 5 piézomètres sur le site. Le plan de gestion n'a pas pu être réalisé dans le délai imparti, en raison des disponibilités du bureau d'étude et de la nécessité de mener des investigations complémentaires. Il sera disponible vers fin mai. Compte tenu du premier diagnostic, l'inspection propose de laisser un délai supplémentaire à l'exploitant pour finir les investigations et le plan de gestion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance de la qualité des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques,
Prescription contrôlée : S'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59 du Code de l'environnement, la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR assure une surveillance de la qualité des sols, au minimum à raison d'une campagne tous les 10 ans, au droit des points investigués pour l'élaboration du rapport de base. D'autres sondages supplémentaires peuvent être réalisés pour compléter cette surveillance.
Constats : La surveillance est mise en place avec la 1 ^{ère} campagne effectuée à la suite de la mise en demeure (voir point précédent)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étude des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques,
Prescription contrôlée : La société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR présente au Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, une étude relative à la surveillance des eaux souterraines réalisée par un hydrogéologue agréé, permettant de : <ul style="list-style-type: none">• définir les modalités d'une campagne de contrôle en tenant compte des caractéristiques de la nappe,• définir un emplacement approprié pour l'implantation d'un dispositif de contrôle des eaux souterraines, à adapter en fonction du contexte du site et du sens des écoulements souterrains transitant sous ce dernier,• définir la nature de ce dispositif et émettre des recommandations concernant les modalités de sa réalisation,• définir si le(s) forage(s) éventuellement(s) présent(s) est/sont suffisant(s) ou si la création d'ouvrages supplémentaires s'avère nécessaire au vu des enjeux,• définir la nature des paramètres à rechercher ainsi que les fréquences associées. La caractérisation de l'état des eaux souterraines doit tenir compte du comportement des eaux souterraines, c'est-à-dire des conditions hydrodynamiques et des battements de nappe. L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue sont remis à l'inspection des installations classées accompagnés des propositions de la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR.
Constats : L'étude mise en place en réponse à l'arrêté de préfectoral complémentaire a été initiée. Comme évoqué dans le point 3, un délai complémentaire a été accordé afin de collecter des informations complémentaires permettant de statuer en toute connaissance.
Type de suites proposées : Sans suite